

Annexe 3

CONSEIL NATIONAL DE LA RECHERCHE ARCHÉOLOGIQUE RÉVISION DE LA PROGRAMMATION NATIONALE

Programme 20 « Espace rural, peuplement et productions agricoles aux époques gallo-romaine, médiévale et moderne »

(version du 8 février 2013)

contribution rédigée par Edith Peytremann et Elise Boucharlat

LE PROGRAMME 20 : ORIGINE, EVOLUTION, OBJECTIFS

Dans la nomenclature de la programmation archéologique nationale qui sert de référence depuis 1997 (collectif 1997), six programmes sont dévolus aux périodes historiques (P 19 à P 24). Parmi eux, le programme 20 répond au concept large d'archéologie de l'espace rural et cela sur deux millénaires. C'est évidemment une gageure que de prétendre, en quelques pages, proposer des orientations d'avenir en s'appuyant sur les acquis majeurs de quinze années de recherche dans ce domaine. C'est plus simplement une contribution à l'exercice collectif de bilan et de révision de la programmation en archéologie.

Un rapide retour en arrière sur l'origine et l'évolution du programme 20 et ses rapports avec les autres programmes permet d'en mieux saisir les attendus et les limites actuelles. Le programme 20, tel que libellé aujourd'hui, résulte de la réunion, opérée au fil des ans et des révisions successives de la programmation nationale, de plusieurs thématiques d'archéologie rurale auparavant réparties entre habitat groupé ou dispersé, selon le statut social des occupations et selon les périodes chronologiques... Ainsi, au début des années 1980, la nomenclature établie par le CSRA ne compte pas moins de cinq programmes différents pour le monde rural¹. C'est à la fin des années 1990 que s'affiche plus nettement l'ambition de l'archéologie des terroirs et que la question de la production des établissements ruraux est formulée (Collectif 1990). Toutefois, cette approche reste subdivisée entre période gallo-romaine et suivantes et dénote une certaine dissymétrie puisque la notion d'établissement rural, distinct du village, n'est pas admise au-delà de l'Antiquité, du moins dans le libellé². Rappelons que la programmation structure alors essentiellement les fouilles programmées dont, pour le Moyen Âge, le village est le pôle d'intérêt majeur. La programmation nationale publiée en 1997, à partir du bilan de la recherche 1990-1994, constate que les cadres proposés sont désormais trop étroits pour englober toutes les formes d'occupations rurales révélées par l'archéologie préventive, notamment, et fait ressortir le bien fondé d'étudier les phénomènes ruraux dans la durée. Le « nouveau » programme 20 englobe donc l'espace rural et transcende les approches chronologiques traditionnelles (Collectif 1997). Son intitulé ne cible pas des types ou des modes d'occupation particuliers, mais considère le « peuplement » de cet espace essentiellement en lien avec les productions agricoles, mettant ainsi l'accent sur la mise en valeur des territoires. Il est important de souligner que les termes « agglomérations secondaires » et « villages » ont totalement disparu de la nomenclature, non pour les laisser de côté, mais pour les intégrer dans la notion de « mise en réseau » des établissements. Le bilan de la recherche du CNRA pour la période 1995-1999 élargit les contours conceptuels du programme 20 sans en modifier la terminologie (Collectif 2002). Pour l'Antiquité, il souligne avant tout le changement d'échelle d'observation, spatiale et temporelle ; il fait le constat de l'attention portée à l'environnement et aux phases dites de transition ; de la remise en cause des typologies traditionnelles des établissements ; de l'illustration de la diversité des techniques agricoles, etc. Pour le Moyen Âge, il exhorte l'archéologie de l'espace rural à considérer son objet sous l'angle de l'aménagement des milieux par les sociétés et les pratiques sociales qui en découlent. Les commentaires soulignent la porosité de P 20 avec d'autres programmes dévolus aux lieux de culte, aux établissements religieux, au domaine funéraire et aux sites castraux (P 22, 23 et 24) ainsi qu'avec les programmes transversaux, tels que réseaux de communications, paléoenvironnement et géoarchéologie (P 27 et 31). Actuellement, les questionnements théoriques exprimés en 1997 et en 2002 restent d'actualité et on retire l'impression que, consciemment ou inconsciemment, les chercheurs y souscrivent.

Le tour d'horizon qui précède montre bien la triple nature de la programmation nationale : définir un champ de la recherche et dessiner son cadre conceptuel ; guider les chercheurs en exprimant les bonnes pratiques et les standards professionnels ; indiquer les pistes de réflexion et les thèmes susceptibles de structurer, à terme,

¹ H 13 : systèmes et structures agraires ; H 7 : les villae gallo-romaines ; H 20 : les agglomérations rurales gallo-romaines ; H 21 : les villages médiévaux, où sont encouragées les recherches sur la maison paysanne ; H 37 : palais et villas des temps carolingiens.

² H 11 : terroirs, productions et établissements ruraux gallo-romains ; H 18 : villages et terroirs médiévaux et post-médiévaux.

l'apport historique de l'archéologie. S'interroger sur l'adaptation de cette programmation à la situation de 2012 s'impose alors que le nombre des opérations de terrain et le volume des données engrangées donnent le vertige et que la question de la destination de toutes ces informations est capitale ; alors que les pratiques de terrain et de laboratoire évoluent rapidement et que les acteurs de la recherche, plus nombreux et divers, travaillent dans un contexte institutionnel et réglementaire transformé.

LES SOURCES D'INFORMATION DU BILAN

La collecte des informations n'est pas la moindre des difficultés de l'exercice. Les bilans quadriennaux des CIRA³ et les quelques bilans régionaux de la recherche qui ont abouti⁴ sont d'autant plus précieux qu'ils offrent une part de constats synthétiques et critiques sur les objectifs, méthodes et résultats des travaux concernant l'archéologie de l'espace rural. Sous une forme différente, les « axes de recherche » consacrés à l'habitat rural et à son environnement dans le cadre de la programmation de l'Inrap expriment les orientations scientifiques assignées aux opérations d'archéologie préventive. Evidemment, pour un domaine aussi large, les publications sont nombreuses et diverses : articles monographiques plus ou moins développés, ouvrages régionaux regroupant notices monographiques et synthèses thématiques issus du travail combiné des PCR et des PAS de l'Inrap. Enfin, les colloques réguliers de différentes associations de professionnels (comme AGER, AFAM, AFEAF, SAM, SFECAG...) favorisent la sortie des données primaires et/ou permettent d'exprimer la position d'une communauté de chercheurs sur une problématique donnée. Mais, globalement, le constat est celui d'une grande dispersion de l'information et, en corollaire, d'une difficulté à la hiérarchiser ; le phénomène touche l'archéologie dite programmée, mais surtout préventive, cette dernière étant, on le sait, la principale pourvoyeuse de données nouvelles.

Pour toutes ces raisons, l'association effective de chercheurs actuellement impliqués en archéologie rurale s'est imposée comme une nécessité. La méthode la moins contraignante possible a été conçue sous la forme d'un questionnaire. Les questions portaient sur les acquis scientifiques majeurs de la dernière décennie, les progrès enregistrés ou les difficultés subsistantes d'un point de vue thématique ou méthodologique ; le contexte de travail, comme l'organisation de la recherche ou la formation ; la diffusion des résultats ; les orientations à privilégier. La liste des destinataires assurait, autant que possible, une bonne représentativité géographique, chronologique et institutionnelle. Les réponses ont été nombreuses, réfléchies et complètes, témoignant de l'intérêt de leurs auteurs pour l'exercice de la révision de la programmation nationale. Cette expérience « participative » pour une « programmation vue d'ailleurs », outre l'actualité scientifique restituée, livre une sorte d'instantané des engagements et des attentes des archéologues de terrain. Les pages qui suivent ne rendent qu'imparfaitement compte de la richesse du matériau réuni à cette occasion qui mériterait une valorisation plus poussée dans un autre contexte⁵.

LES PRINCIPAUX APPORTS DE LA RECHERCHE

L'archéologie de l'espace rural en constant renouvellement

Le constat majeur, qui touche certainement l'ensemble des domaines de la programmation du CNRA, est l'explosion de données nouvelles redevables prioritairement à l'archéologie préventive ces quinze dernières

³ Les bilans du mandat 2003-2006 sont disponibles pour les six interrégions métropolitaines sous la forme de volumes édités par le ministère de la Culture et de la Communication entre 2008 et 2012 et ils sont en ligne sur le site web du ministère. Pour le mandat 2007-2010, le bilan est en voie d'achèvement pour la CIRA Ouest et sous presse pour la CIRA Est ; les contributions des experts de celle-ci ont été ici d'une grande aide.

⁴ Certains bilans régionaux, complets ou partiels, sont publiés dans des n° hors-série des BSR pour : Alsace (2006 et 2007), Auvergne (2008), Basse-Normandie (2010 : Pré et Protohistoire et 2011 : Antiquité), Languedoc-Roussillon (2012), Provence-Alpes-Côte d'Azur (2008), Rhône-Alpes (2006 : Antiquité). Les bilans de Haute-Normandie (2011 : haut Moyen Âge, édité aux PURH) et de Picardie (2005, édité par la RAP) ont fait l'objet d'ouvrages spécifiques. Celui de Bourgogne paraîtra progressivement, sous forme d'articles et de suppléments dans la RAE. Se reporter à la bibliographie en annexe.

⁵ Liste des chercheurs ayant participé à cette enquête et dont les contributions ont nourri (parfois très directement –ils se reconnaîtront !-) les constats faits ici et les orientations proposées. Dans les lignes qui suivent, ils sont mentionnés sous les termes « correspondants », « collègues », « chercheurs ». Jean-Marie Blaising (Inrap), Vincent Carpentier (Inrap), Florence Carré (MCC), Isabelle Catteddu (Inrap), Julie Charmoillaux (MCC), Patrick Chopelain (Inrap), Patrice Conte (MCC), Laurent Fau (MCC), Alain Ferdière (Université), Sébastien Gaimé (Inrap), François Gentili (Inrap), Franck Gérard (Inrap), Claire Hanusse (Université), Claude Héron (département de Seine-Saint-Denis), Vincent Hincker (département du Calvados), Sébastien Jesset (Inrap), Michel Kasprzyk (Inrap), Jean-Denis Laffite (Inrap), Sophie Liégard (département de l'Allier), Vincent Marchaisseau (Inrap), Odile Maufras (Inrap), Anne Nissen-Jaubert (Université), Pierre Ouzoulias (CNRS), Christophe Pellecuer (MCC), Claude Raynaud (CNRS), Arnaud Rémy (Inrap), Benjamin Saint-Jean Vitus (Inrap), Laurent Schneider (CNRS), Marie-Cécile Truc (Inrap), Alain Valais (Inrap), Julian Wiethold (Inrap). Que chacun d'entre eux soit ici chaleureusement remercié.

années. Les bilans précédents du CNRA soulignaient déjà l'impact des grands programmes d'aménagement, en particulier des grands tracés routiers et ferroviaires, sur le travail des archéologues. La période considérée ici rend plus particulièrement compte de l'influence sur les résultats des très grandes surfaces d'aménagement (aéroports, ZAC, parcs logistiques, etc.) où, parfois sur plusieurs centaines d'hectares, les interventions archéologiques se déroulent de manière continue ou discontinue sur des années, parfois plus d'une décennie. L'archéologie des grandes surfaces est devenue un objet de réflexion méthodologique à part entière (comme en témoigne, par exemple, la toute récente table-ronde *L'archéologie préventive post-grands travaux* tenue à Châlons-en-Champagne en 2012). Un accroissement aussi spectaculaire des recherches de terrain, en nombre et en diversité, ne peut que générer des apports tout aussi considérables, modifiant profondément les problématiques qui dominaient il y a une quinzaine d'années. Ces conditions d'observation du territoire, qui gommant les frontières spatiales, atténuent les hiatus chronologiques et combinent les méthodes des spécialistes, autorisent un regard bien différent sur la signification des vestiges mis au jour. L'exploitation des résultats acquis dans ces conditions est le défi le plus important que la communauté scientifique ait à relever : quel type d'archivage des données, d'exploitation et de publication des résultats prévoir ?

Cependant, la spécialisation bien compréhensible des responsables d'opération et des équipes en charge de l'exploitation des données de terrain conduit en général à une restitution des résultats selon les découpages chronologiques traditionnels et la documentation disponible est ainsi organisée. Par pragmatisme, ce bilan reprend ces découpages, bien que ses auteurs soient conscients d'atténuer ainsi les intentions résolument transchronologiques du programme 20.

L'ANTIQUITE

Les approches territoriales : compréhension des rythmes et des réseaux de peuplement

Le bilan de la recherche de 1997 suggérait de passer de l'approche typologique à celle du réseau des établissements antiques. On peut reconnaître que cette ambition sous-tend nombre de programmes à vocation territoriale, souvent issues de PCR, qui enregistrent des progrès sensibles dans le domaine de l'occupation des sols et des contextes paléo-environnementaux qui y sont associés : densité et diversité des vestiges, hiérarchisation possible (établissements modestes ou opulents) dans leur environnement agraire, relations dynamiques entre eux, permanence et mutations des parcellaires. C'est l'échelle de l'exploitation rurale, de l'espace naturel et humain dans lequel elle s'inscrit qui est ici concernée. L'approche est nécessairement transchronologique.

Lorsqu'elles sont collectées et valorisées par des équipes pérennes, les données accumulées par le jeu de la combinaison de l'archéologie préventive et programmée, dans les zones péri-urbaines notamment, permettent l'interprétation globale d'observations ponctuelles. La prospection pédestre intervient de façon déterminante dans les approches territoriales méridionales, notamment, où la recherche se nourrit de données héritées des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix ; la pratique de cette méthode est encore vivace. Le travail réalisé sur le Lodévois (Hérault), conduit jusqu'en 2003, est à cet égard exemplaire qui met en évidence sur la longue durée (I^{er}-XVIII^e s.) la singularité de l'organisation de l'occupation de l'arrière pays par rapport à la plaine littorale (Garmy *et al.* 2005).

A certains égards, ces approches territoriales dénotent un intérêt nouveau pour l'échelle de la cité. Le cas de la ZAC Sextius Mirabeau à Aix-en-Provence est très représentatif : une trentaine d'opérations en 25 ans sur 21 ha ; de nombreux partenariats scientifiques dans la durée et la continuité ; et une moisson scientifique qui élargit considérablement les problématiques de départ, du Néolithique aux temps modernes (Nin 2006). Une expérience comparable est en cours dans la plaine de Nîmes, où un large corpus réuni sur environ 400 ha, toujours en cours d'enrichissement, est approprié pour lire les antécédents, les ruptures, les permanences et les prolongements des occupations antiques. Les archéologues y observent le passage de la ferme à enclos d'époque républicaine aux constructions maçonnées du Haut-Empire ; à l'autre terme chronologique, les ramassages de surface et des stratigraphies parfois bien conservées permettent la lecture de l'évolution des centres domaniaux dans l'ancienne cité de Nîmes durant les premiers siècles du Moyen Âge : plus du tiers de l'effectif des villas⁶ est encore occupé au VI^e s. (Buffat et coll. 2005). Dans le centre de la France, les programmes d'archéologie spatiale, soutenus de longue date par l'université de Tours et stimulés par les méthodes de la géomatique, font ressortir la dynamique

⁶ L'amélioration du dialogue entre antiquisants et médiévistes, entre archéologues et historiens donne une nouvelle tendance actuellement pour écrire le mot villa (pluriel villas) avec des caractères romains et un accord en français lorsqu'il s'agit d'une villa (aristocratique) antique de tradition gallo-romaine, mais villa (*villae*) lorsqu'il s'agit d'évoquer les situations du haut Moyen Âge, des établissements ruraux divers, villages, terroirs et autres qui sont mentionnés dans les chartes. Nous nous conformerons autant que possible à cette graphie, sauf dans les citations.

du peuplement du territoire de la cité des Bituriges Cubi (Gandini 2008). Les exemples pourraient être multipliés.

Dans les régions septentrionales, sous la pression de l'aménagement de ZAC démesurées, la périphérie des villes (Caen, Metz, Reims, Troyes...) est documentée sur plusieurs centaines d'hectare. A l'intérieur de ces espaces se dessinent le semis d'habitats et d'installations annexes, les voies de communication, les réseaux parcellaires, les traces de culture, l'implantation des zones funéraires. Entre enthousiasme des découvertes et vertige devant la masse de données engrangées, les chercheurs reconnaissent la difficulté à aborder des synthèses sur la fonction et le statut des établissements, comme sur les rythmes du peuplement. Toutefois, le volontarisme des certains parvient à faire bouger les lignes : si les manifestations de la romanisation du monde rural demeurent difficiles à caractériser globalement, la connaissance de l'Antiquité tardive a largement progressé grâce à des PCR dynamiques comme ceux qui concernent la Bourgogne et la Champagne-Ardenne, d'une part, l'Ile-de-France et le Bassin parisien, d'autre part.

Morphologie des établissements

D'une manière générale, les archéologues prennent acte d'une diversité morphologique, parfois insoupçonnée, des établissements ruraux de la période antique. Il en résulte une terminologie variée et non fixée pour désigner la hiérarchie des établissements où se mêlent critères topographiques, fonctionnel, dimensionnels, architecturaux. De fait, les fluctuations du vocabulaire traduisent la perplexité de la communauté scientifique devant l'enrichissement permanent de l'objet de la recherche qui va de pair avec la remise en cause rapide des typologies.

Peu de régions, semble-t-il, sont aujourd'hui en capacité de proposer une typologie périodisée des formes de l'occupation des campagnes antiques de la fin de la Tène au Bas-Empire. Aussi, la synthèse proposée en 2005 pour la Picardie, dans le cadre du bilan scientifique régional, constitue une bonne base de réflexion (Ben Redjeb *et al.* 2005). La région jouit, il est vrai, d'une forte tradition d'études sur les campagnes pré-romaines et romaines grâce à l'archéologie aérienne et aux prospections de surface que les nombreuses fouilles archéologiques sont venues compléter et nuancer. La moisson d'informations et la densité des sites sont telles que les chercheurs ont pu établir une nomenclature des habitats dispersés et groupés qui combine critères morphologiques et fonctionnels et fait ressortir les différences de nature et de vocation des occupations. Cette approche synthétique permet également de poser des modèles d'évolution des établissements ruraux et de renseigner les phases de transition : héritages laténiens et Haut-Empire, Antiquité tardive et prolongements médiévaux. Une fois encore, c'est la très grande diversité des situations qui ressort et les auteurs se gardent bien de toute généralisation.

Les grands domaines, les grandes villas⁷

S'il n'existe pas encore d'inventaire des grandes villas révélées par l'archéologie préventive durant ces quinze dernières années en France, sans parler de celles, déjà connues, touchées elles aussi par quelque aménagement, des chercheurs y travaillent activement dans une perspective de mise en évidence d'une géographie de la villa à l'échelle de la Gaule⁸. Il apparaît d'ores et déjà, qu'il n'y a pas de distribution uniforme de ce type d'établissement rural, qui signe une forme particulière de développement économique, sinon de romanisation.

Les fouilles réalisées pour la plupart en des temps limités s'attachent en priorité à caractériser plan, architecture et décors de la partie résidentielle, les zones de l'exploitation proprement dite restant, dans un premier temps, souvent hors de portée. Il est alors assez difficile d'estimer les retombées, pour les spécialistes, de toutes ces données partielles. Si bien que, encore en 2012, qui pourrait répondre, de façon documentée, à la question posée une fois encore dans le bilan CNRA 1997 : « faut-il continuer à fouiller des *villae* gallo-romaines ? » Sans y répondre directement, les chercheurs s'accordent à envisager tout ce que l'on pourrait en tirer si tous les matériaux et toutes les pistes de recherche étaient correctement exploitées. Il est clair que pour tous, l'accroissement de nouvelles données n'est pas une fin en soi.

Dans les régions méridionales, où les connaissances reposaient sur une solide tradition de recherche académique et où l'on croyait connaître les campagnes antiques, la situation s'est modifiée de façon radicale avec l'apport de l'archéologie préventive ces quinze dernières années, en particulier par l'enrichissement du corpus des plans de grands établissements et par la grande variabilité des scénarios de leur fondation. L'étude des grandes villas

⁷ L'expression « grand domaine » demeure plutôt réservée aux établissements bipartites du monde franc et carolingien d'entre Loire et Rhin. L'expression « grandes villas » est peut-être plus appropriée à l'échelle nationale.

⁸ Signalons le travail en cours, mené par Pierre Ouzoulias en particulier, sur la base du dépouillement des volumes de la Carte Archéologique de la Gaule. Voir aussi sur le site www.villa.culture.fr une carte des villas recensées dans la base Patriarce du MCC établie par C.Pellecuer.

(résidences aristocratiques) héritées d'ensembles du Haut Empire plus modestes demeure un des thèmes forts de la recherche programmée dans le sud de la France : poursuite ou reprise de sites connus de longue date avec des problématiques renouvelées (Séviac à Montréal (Gers) ; Montmaurin (Haute-Garonne), où sont observées les transformations architecturales et culturelles et les témoignages de la christianisation. Le site de L'Arribéra deus Gleisiars à Lalouquette (Pyrénées-Atlantiques), soumis à une active recherche, offre un condensé des tribulations d'un ensemble bâti de 9000 m² entre la période augusto-tibérienne et le V^e s.

En Languedoc et en Provence, des monographies de sites majeurs récemment publiées (exemple Saint-Martin de Taradeau, Saint-André de Codols à Nîmes), marquent une étape dans l'exploitation scientifique de ce type de gisements loin d'être achevée (Pomaredes *et al.* dir. 2012). Dans ces régions, la perception de la villa et du grand domaine a également marqué une nette avancée des synthèses régionales d'ampleur (thèses universitaires) : Narbonnaise (Pellecier 2000), territoire de la cité de Nîmes (Buffat 2011) et région des Alpes occidentales (Segard 2005). La reprise de la documentation pour une autre province, l'Aquitaine, permet de lancer des pistes de réflexion au niveau inter provincial (Réchin 2006).

Les provinces septentrionales ne sont pas en reste dans les traditions de recherche, puisque, avec des formes variées d'investigation, dont la très productive prospection aérienne, elles jouissent de corpus très étoffés. La reprise de la documentation disponible débouche sur des publications qui marquent une étape de la recherche, comme la typologie hiérarchisée des villas à pavillons multiples alignés (Ferdrière *et al.* 2010). En Bretagne, la poursuite des fouilles et études de la villa maritime de Mané Vechen à Plouhinec (Morbihan), occupée du II^e au IV^e s., fait figure d'*unicum* dans le paysage antique de l'interrégion, tandis que l'étude de la villa du Quiou (Côte-d'Armor) s'attache autant à la composition architecturale de l'édifice qu'à l'insertion de la villa dans son environnement antique.

La documentation s'est également notablement enrichie dans le centre-est de la France ; signalons la synthèse rapidement publiée des opérations préventives réalisées entre 1997 et 2002 à Beaumont (Puy-de-Dôme) qui livre les évolutions, entre le I^{er} et le IV^e s., d'un grand domaine patricien de Limagne et éclaire la transition avec l'établissement laténien qui l'a précédé (Alfonso, Blaizot dir. 2004). Ailleurs, des interventions récentes complètent et réorientent les interprétations concernant la villa des Vernes à La Boisse (Ain). Alors que l'exploration minutieuse du domaine de Saint-Romain-de-Jalionas (Isère) se poursuit, une fouille programmée, lancée en 2008, confirme l'existence à Saint-Laurent-d'Agny (Rhône) d'un vaste domaine à caractère palatial, précédé d'un établissement indigène, occupé entre le II^e s. av. notre ère et le IV^e s.

Dans l'est de la France, où fort peu de villas étaient répertoriées, les données nouvelles sont légion. On retiendra avant tout le dossier de la villa de Larry, à Liéhon (Moselle). Après une fouille préventive portant sur 3 ha de la *pars urbana* en 2003, un programme complémentaire associant études documentaires, prospections géophysiques et ramassages de surface permet de disposer du plan complet de cette villa s'étendant sur 8 ha et du « hameau » médiéval lui succédant. La publication monographique de ce site d'intérêt national doit impérativement aboutir. Plusieurs autres villas ont été diagnostiquées ou fouillées ces dernières années dans le même secteur de la périphérie sud-est de Metz (Peltre, Laquenexy, Coligny). Un tel exemple montre comment, en peu d'années, la connaissance du territoire d'un chef-lieu de cité s'est considérablement enrichie. La difficulté est maintenant de digérer et organiser ces informations.

Les petites exploitations

C'est sans doute la typologie du semis des établissements « ordinaires » qui souffre des plus grandes incertitudes à ce jour, tant les biais de la recherche peuvent être nombreux. En particulier, les fouilles partielles de bien des sites laissent des doutes sur l'identification des installations : partie de villas ou petits établissements autonomes ? Une vision d'ensemble, même à l'échelle régionale, est difficile tant la documentation est abondante et disparate.

Ces dernières années, dans sud-est de la Gaule, c'est la typologie de l'habitat rural « de rang inférieur » du Haut-Empire qui a le plus progressé en faisant apparaître la richesse et la diversité des formes : un type dominant de ferme peut être individualisé dans certains secteurs (cité de Nîmes, par exemple). Ailleurs, on reconnaît dans des habitats isolés le schéma de la « ferme indigène » septentrionale ; encore ailleurs, c'est le regroupement qui prévaut : regroupement d'exploitations individuelles, ou regroupement d'installations en bord de voies où fonctions d'accueil et agricoles se côtoient (exemple des « fermes auberges » mises au jour sur le tracé de l'A75 Clermont-L'Hérault-Béziers se superposant à la voie *Cessero-Segodunum* (Pomaredes *et al.* 2005).

En Champagne-Ardenne, concentré dans la Marne et l'Aube, on dispose désormais pour le Haut-Empire d'un corpus relativement étoffé d'établissement de petite dimension, dont ressortent des traits généraux : architecture de bois dominante pour les bâtiments économiques, plans récurrents dont la filiation avec l'âge du Fer se confirme, architecture en dur pour les bâtiments résidentiels. Les informations recueillies pour la fin de l'Antiquité permettent de percevoir les profondes transformations de l'organisation et de l'aspect des établissements qui perdent leurs caractéristiques « romaines » dès la seconde moitié du IV^e s. L'Alsace offre également un bon exemple de l'enrichissement rapide du corpus des petits habitats ruraux bâtis en matériaux périssables, méconnus jusqu'alors du fait de la fugacité des vestiges (Entzheim-Geispolsheim, de Scherwiller ou de Wiwersheim, Bas-Rhin). S'ils partagent des traits communs par la morphologie de leurs aménagements, les études spécialisées tendent à dégager leurs spécificités.

Le récent bilan sur les exploitations agricoles antiques établi pour la Basse-Normandie montre également la diversité, sur des territoires relativement restreints, de l'architecture et de l'organisation des « petits sites », enclos ou non, découverts dans la plaine de Caen. La coexistence, à partir de la période flavienne, de villas et d'exploitations familiales est désormais démontrée dans cette région, comme dans nombre d'autres (Le Gaillard 2011).

Fonction et statut des établissements

Les recherches sur la fonction des établissements et la dévolution des équipements qu'ils comportent ressortent pour la plupart du domaine de l'archéologie agraire. Si les attendus théoriques de celle-ci sont désormais mieux définis pour les périodes historiques grâce à des travaux érudits (Ouzoulias 2006), son application concrète se heurte encore à de nombreuses difficultés. Certes, les programmes de fouilles programmées comme préventives affichent de belles ambitions dans le domaine : organisation de l'espace agraire, techniques agricoles, nature des productions agricoles, pratiques d'élevage, mode de stockage des récoltes, outillage, etc. Ces questions devraient en effet fonder toute recherche entreprise dans le monde rural : que produit-on, comment et pour qui ? Dans la réalité, les recherches sur les productions agricoles livrent des données diffuses, au gré des chantiers, pas suffisamment organisées pour éclairer la dimension économique de l'établissement agricole fouillé. Les laboratoires et les organismes qui abritent un nombre restreint de spécialistes qui interviennent « en prestation » sur des séries importantes de chantier disposent de banques de données bio-archéologiques considérables dont l'exploitation requiert un temps et des moyens tout aussi considérables.

Cependant, certains programmes s'emploient en priorité à déterminer les activités et le rôle des établissements dans la gestion de l'espace environnant : stratégie de production, échelle économique. On mentionnera, pour exemple, les programmes portant sur la villa de L'Arribéra deus Gleisiars à Lalouquette (Pyrénées-Atlantiques), ainsi que sur celle de Touffréville (Eure). Ici, les études paléoenvironnementales (archéobotaniques, entomologiques, xylogiques) ont permis de restituer, de manière coordonnée, les principales composantes végétales et paysagères de l'environnement proche. Dans le Midi méditerranéen, des pistes de recherches prometteuses pour la reconstitution des systèmes de productions proviennent de la fouille de puits, qui livrent, en milieu humide, des assemblages de restes botaniques jusqu'ici inédits (cf. bulletin du CBAE Montpellier, 2011)

En ce qui concerne les pratiques agraires, des données nouvelles concernent l'arboriculture. On mentionnera, par exemple, les fouilles préventives du contournement routier de Reims. Si la nature exacte des espèces cultivées reste indéterminée, comme leur destination, en revanche, la durée d'exploitation relativement brève qui a pu être reconnue soulève la question de la baisse de rentabilité et de la réadaptation des productions autour du chef-lieu de cité. Par ailleurs, on note quelques découvertes récentes sur la culture de l'olivier et la fabrication de l'huile en Provence orientale : fouille du site Encoulourde-Vallauris (Alpes-Maritimes) probablement inclus dans un quartier spécialisé au cœur d'un siège de pagus.

Jadis apanage de l'aire méditerranéenne, la viticulture et la vinification sont désormais attestées sur l'ensemble du territoire sur de vastes surfaces qui en facilite la lecture : les archéologues ont appris à identifier les traces de culture et les installations de transformation et de stockage. En Bourgogne, la fouille de la plantation de Gevrey-Chambertin (Côte-d'Or) fournit un des témoignages archéologiques les plus septentrionaux de la viticulture antique. Cette intervention est exemplaire par la qualité de l'exploitation des données et la rapidité de sa publication (Garcia *et al.* 2010). Dans le Midi, l'état de la recherche sur la vigne et le vin publié en 2001 est largement dépassé en raison du nombre d'occurrences nouvelles qui touchent à toute la chaîne opératoire. Les données collectées en Languedoc comme en Aquitaine permettent de préciser les techniques de plantation et d'entretien et d'approcher d'autres aspects, comme l'extension des vignobles, leur position par rapport au centre d'exploitation, les volumes vinifiés, et de réfléchir au niveau d'investissement économique. On observe, dans ce domaine, comme dans d'autre, un *continuum* entre la fin de la Protohistoire et l'Antiquité tardive (Poux, Brun, Hervé-Monteil dir. 2011).

En revanche, on regrettera que la connaissance de la céréaliculture reste en retrait, en dépit de la place essentielle des céréales dans l'alimentation des sociétés traditionnelles. Les procédures de prélèvement carpologiques se répandent, les moyens pour les analyses sont plus régulièrement dégagés, les données s'accumulent. Mais la restitution organisée des résultats par les spécialistes de diverses institutions reste trop limitée. Quand elle est possible, par exemple pour la France septentrionale (Matterne 2001), elle montre le saut qualitatif que le croisement des disciplines (flore et faune) confère à la compréhension des vestiges archéologiques (Leptz, Matterne 2003). De manière incidente, l'intérêt grandissant pour le matériel de mouture, en situation d'emploi ou sur les lieux de sa fabrication, profite à l'approche de la céréaliculture (PCR *Evolution typologique et technique des meules du Néolithique à l'An Mille*).

Les indices d'activités artisanales apparaissent fréquemment lors des fouilles d'établissements ruraux, mais faire la part entre productions autosuffisantes et productions commercialisées n'est pas toujours aisé. Ces dernières années, le dossier des produits manufacturés au sein des établissements agricoles a profité d'attestations archéologiques plus nombreuses et d'études technologiques plus affûtées, clairement ancrées dans l'histoire des techniques. C'est le cas, en particulier, de la métallurgie qui fait l'objet de synthèses décisives en Gaule méridionale et occidentales : plusieurs travaux universitaires (exemple Pagès 2010) et PCR, comme celui consacré à la *Production du fer dans les ateliers de l'est du Bassin parisien, de l'âge du Fer au haut Moyen Âge*. Pour l'artisanat de la terre cuite, on repère désormais mieux la diversité du statut des ateliers : fabrication de masse spécialisée dans un type de contenants en lien avec la commercialisation des produits de quelques domaines agricoles (par exemple à Aspiran et à Loupian, Hérault), ou ateliers visant à la satisfaction des besoins du domaine en vaisselle, bien qu'il soit difficile, pour les céramiques fines en particulier, de juger des effets du morcellement des réseaux de production et de commercialisation à la fin de l'Antiquité, n'excluant pas une diffusion élargie. (exemple de atelier de DSP en lien avec l'établissement de la Quintarié à Clermont-L'Hérault). C'est sans doute le même écart qui sépare l'atelier de potier du Haut-Empire qui côtoie la villa de Méru (Oise) et les installations découvertes plus anciennement à Beuvraignes (Somme) qui fonctionnent du II^e au IV^e s.

Plus rares sont les attestations d'exploitation de carrières dans le cadre domanial : on mentionnera la carrière de pierre de Thénac (Charente-Maritime) et surtout l'étonnante carrière de granulats de Plichancourt (Marne), installée dans la cours agricole d'une villa en activité, dépassant largement les besoins de l'autosuffisance. Nombre de questions surgissent alors, comme la mise en corrélation des lieux d'activité et de l'habitat temporaire ou stable destiné aux artisans, ou encore le statut de ceux-ci.

LE HAUT MOYEN ÂGE (VI^e-XII^e SIECLES)

Le constat le plus marquant est l'importante augmentation du corpus des sites alto-médiévaux en lien avec le programme 20 durant ces quinze dernières années dans le cadre de l'archéologie préventive. S'il est difficile de proposer un nombre exact, une estimation réalisée à partir d'un dépouillement des principales revues archéologiques et des bilans régionaux, permet d'avancer le chiffre minimal de 300 nouveaux sites ruraux comportant une occupation du haut Moyen Âge, découverts de 1997 à 2010, uniquement pour la moitié septentrionale du pays, avec une concentration particulière dans le nord-est de la France. A ce jour, dans l'ensemble de la France, le nombre de sites ruraux connus du haut Moyen Âge peut être estimé à plus d'un millier ! S'ajoute à ces effets quantitatifs l'accroissement des surfaces étudiées, généralement supérieures à un hectare et pouvant aller jusqu'à 20 hectares comme à Chateaugiron (Ille-et-Vilaine), près de 50 hectare à Pont-sur-Seine (Aube), pour ne citer que ces exemples.

Les approches territoriales : compréhension des rythmes et des réseaux de peuplement

Contrairement aux thèses alors en cours sur l'instabilité des occupations estimées de courte durée, une majorité de sites a montré des occupations supérieures à deux siècles aussi bien dans le Midi de la France (Schneider 2007 et 2010) que dans la partie septentrionale, où un rythme général en quatre temps a été distingué entre le V^e et la fin du XII^e s. (Peytremann 2003 : 335). Mais au-delà de cette avancée notable, c'est bien la mise en avant d'une extrême diversité des rythmes qui est soulignée par les chercheurs. Si des chronologies globales peuvent être proposées (par exemple, pour le Midi : Schneider 2010 : 142 ; pour la Basse-Normandie : Carpentier, Hincker, à paraître ; pour la Haute-Normandie : Carré dir. 2011 ; pour les Pays de la Loire : Valais 2012), il n'en demeure pas moins qu'à des échelles régionales, voire locales, apparaissent des différences notables témoignant de situations politiques, religieuses, écologiques et économiques extrêmement variées et bien difficilement modélisables en un schéma de peuplement unifié à l'échelle du pays. Un autre apport est la prise de conscience, dans la compréhension des réseaux de peuplement, de l'importance des héritages (construction des paysages, domaines, villes...). Il est certain que l'influence de l'archéogéographie y joue un grand rôle (Archeomedes 1998 ;

Chouquer 2008 ; Robert 2011, Ouzoulias 2012, Favory dir. 2013). La continuité d'occupation d'espaces bâtis de l'Antiquité jusqu'aux VIe-VIIe s. est démontrée depuis des décennies dans le Midi de la France. Aujourd'hui, elle est reconnue un peu partout dans l'hexagone et les cas s'accumulent d'une permanence jusqu'au Xe-XIIe s., voire au-delà : les établissements de Larry à Liéhon (Meurthe-et-Moselle), de la Gramière à Castillon-du-Gard (Gard) ou encore de Saint-Martin à Chabrillan (Drôme) peuvent, au hasard, être mentionnés à titre d'exemple. Les changements qui s'opèrent touchent principalement à la topographie des constructions et à leur architecture qui se dégage progressivement des canons de la *romanitas*. L'opportunité d'exploration aux abords des cités (Reims, Dijon, Auxerre, Orléans, Tours, Nîmes...) apporte également des informations qui renouvellent les problématiques des relations entre cités et campagnes.

Aux « héritages », s'ajoutent les créations de nouveaux lieux⁹ de peuplement, dont la dynamique se distingue de celle des occupations anciennes. L'attraction des fonds de vallée pour l'implantation de ces nouveaux lieux de peuplement en est un exemple parmi d'autres. Ainsi, les terroirs affichent une grande diversité, aussi bien dans les modalités d'occupation (ferme isolée, groupement lâche de fermes, petite agglomération, agglomération pourvue d'enceinte généralement en hauteur) que dans les dynamiques qui les animent. Les systèmes de peuplement étudiés sur le plateau de Melun-Sénart (Seine-et-Marne) et en Plaine de France en témoignent. L'importance de ces apports ne doit pas dissimuler l'hétérogénéité des résultats par région. En fonction de la qualité des corpus de sites ou de l'intérêt des équipes régionales, l'étude des rythmes et des réseaux de peuplement progresse plus difficilement, comme ce semble être le cas en Bretagne, Haute-Normandie, Auvergne, Picardie ou dans le Sud-Ouest.

Morphologie des établissements

C'est probablement ce champ de la recherche qui présente le plus d'ambiguïtés pour évaluer réellement les apports nouveaux. En effet, la caractérisation « facile » de l'habitat par la présence de trous de poteau, fonds de cabanes, etc., est à l'origine d'une homogénéisation infondée, produisant un effet de saturation néfaste à la recherche. On ne peut nier que dans pratiquement toutes les régions la nature des structures composant les habitats est mieux identifiée qu'il y a quinze ans, mais l'absence de normalisation du vocabulaire est source de confusion et entrave les démarches comparatives. Mais à y regarder de plus près, il y a peu d'endroit où ces structures ont bénéficiées d'études approfondies. La localisation des sites fouillés pèse lourd dans cette faiblesse : établis en général dans les plaines, l'érosion prive les fouilles d'éléments décisifs d'interprétation. C'est souvent grâce à des PCR et à des travaux universitaires que ce type d'études est mené. Les PCR sur l'habitat rural médiéval dans les régions Pays de la Loire (Valais 2012), Ile-de-France (Gentili, Lefèvre 2009 ; série des *Dioecesis Galliarum*), Centre et, plus récemment Auvergne et Champagne-Ardenne, offrent, à cet égard, des exemples notables de recherches sur les équipements qui entourent les bâtiments : fours et foyers, silos, greniers, puits. Parmi ces équipements observés de manière récurrente, en particulier dans la moitié sud de la France, les grandes aires de stockage des récoltes jouent un rôle particulier. Probablement liées aux zones de cultures proches, elles sont identifiées en nombre depuis une dizaine d'années (Lyonnais, Languedoc oriental, Toulousain, etc.). Datées en majorité des IX^e-XII^e s., leur identification a ouvert des perspectives nouvelles sur la question du rapport entre lieux de résidence paysanne et espaces mis en valeur. Ces installations offrent le paradoxe intéressant entre un habitat diffus, voire polynucléaire, difficile à localiser, et les manifestations évidentes d'une organisation économique communautaire (Faure-Boucharlat dir. 2001 ; Maufras éd. 2006 ; Carme, Henry 2010).¹⁰

L'un des apports significatifs des travaux récents est également la reconnaissance d'une importante diversité des formes d'habitat, à l'échelle nationale, régionale, voire micro régionale (par exemple les différenciations observées en Dijonnais). Par ailleurs, la topographie des établissements est de mieux en mieux appréhendée avec une attention particulière portée au parcellaire, au réseau viaire mais aussi aux clôtures et autres éléments structurants, sous l'impulsion des travaux de géoarchéologie, par exemple à Montours (Ille-et-Vilaine), à Vitry-sur-Orne (Moselle) et à Courbépine (Eure). On constate également la mise en évidence de la complexité et de la diversité des organisations rurales, mieux perçue grâce aux grands décapages. Elles n'apparaissent plus comme une simple juxtaposition d'unités agricoles mais comme des pôles de peuplement qui comportent parfois un édifice religieux, des espaces funéraires, une ou des habitations privilégiées. Ces sites nourrissent le dossier de la diversité des formes de l'habitat regroupé. Aux exemples emblématiques de Les Ruelles à Serris (Val-de-Marne) ou de Porte-Joie à Tournedos-sur-Seine (Eure), maintes fois signalés, se sont ajoutés, au fil de la dernière

⁹ Ou "plaques" selon la terminologie employée dans le Midi de la France (Schneider 2010 : 136).

¹⁰ La reprise toute récente, fin 2012, des fouilles du site de Saint-Gilles le Vieux à Aimargues (resp. O. Maufras, Inrap) sur une parcelle non défoncee où l'habitat est préservé, appelle à nuancer l'association aire de stockage de plein air et habitats diffus telle qu'exprimée ici : cet exemple languedocien est celui d'habitats concentrés en agglomération lâche, c'est-à-dire incluant des espaces bâtis, mais aussi beaucoup d'espaces ouverts de cours, enclos, jardins, etc. Seules des conditions rares de conservation associées à des décapages larges permettent de repérer cette forme d'occupation.

décennie, d'autres vastes ensembles dont toute la matière n'en finit pas d'être exploitée, comme Les Coutures à Saleux (Somme), Tautecourt à Prény (Meurthe-et-Moselle), pour ne citer qu'eux. Avec la reprise exhaustive, bien des années après les fouilles, de l'étude des ensembles funéraires de Serris, on peut juger de la nécessaire imbrication des études spécialisées pour une interprétation satisfaisante des étapes de la mise en place de ces pôles de peuplement (Blaizot 2011).

Fonction et statut des établissements

Les problématiques liées à la fonction et au statut des établissements émergent depuis quelques années avec un intérêt particulier pour les élites. Ces nouvelles interrogations peuvent être considérées comme un apport de ces quinze dernières années de recherche (Gentili, Valais 2007). La résidence élitaires fossoyée de Lamothe, à Pineuilh (Gironde), rapprochée de celle de Charavines (Isère), en livre un exemple saisissant. Sa publication est évidemment très attendue. Concernant les productions agricoles, d'une manière globale l'apport est considérable : les cultures sont de mieux en mieux appréhendées avec la mise en évidence de particularités régionales, comme, par exemple, la présence d'avoine sableuse à Montours (Ille-et-Vilaine), probablement en relation avec l'élevage d'équidés (Cattedu 2001 : 220). L'élevage et ses singularités régionales sont également mieux connus. Il convient néanmoins de relativiser ces apports, dans la mesure où ils demeurent très ponctuels (vision d'ensemble très difficile, compte tenu du caractère disparate des ensembles étudiés) et où il existe de grandes disparités régionales généralement liées à la présence localement de spécialistes ou de laboratoires (Yvinec, Clavel 2010). Par ailleurs, certaines régions présentent des problèmes particuliers de conservations qui empêchent le développement des études sur les productions agro-pastorales. On soulignera avec d'autant plus d'insistance les efforts des équipes de l'Inrap travaillant en Champagne-Ardenne et en Lorraine pour intégrer les données bio-archéologiques à l'interprétation des établissements et des modes d'exploitation et de subsistance des occupants (Bonnaire, Wiethold 2010 ; Jeandemange *et al.* 2011).

La connaissance des productions artisanales a progressé de manière significative, notamment celles en relation avec la métallurgie. On signalera, à cet égard, les effets stimulants du PCR *Les formes d'organisation de la production du fer en métallurgie ancienne. Systèmes de production et chaîne opératoire dans les ateliers de l'est du Bassin parisien, de l'âge du Fer au haut Moyen Âge*. Le lien entre fabrication de terres cuites et établissements agricoles est beaucoup plus rarement démontré ; les grands ateliers alto médiévaux (Saran, Sevrey, Argonne...) sont en effet des centres de production spécialisés, dotés de leur propre logique économique, comme le montre encore la récente découverte des ateliers de Romans-sur-Isère (Drôme). Mais les informations qui parviennent, parfois avec retard, montre également des fours de potier inscrits dans les structures d'habitat, comme à Oisy-le-Verger (Pas-de-Calais), La Saulsotte (Aube) (in : Thuillier, Louis dir. à paraître). Les activités du textile sont, quant à elle, bien illustrées. Une synthèse sur leur place au haut Moyen Âge (master universitaire) a été réalisée pour le Grand-Ouest (Séhier 2005). D'une manière générale, les connaissances sur l'artisanat « domestique » comme sur l'outillage agricole restent très dispersées et mériteraient des synthèses dans le cadre du programme 25 sur l'histoire des techniques.

LE SECOND MOYEN ÂGE ET L'EPOQUE MODERNE (XIII^e-XIX^e SIECLES)

La reconnaissance des sites ruraux du second Moyen Âge n'a pas bénéficié du même dynamisme, voire engouement, que ceux du haut Moyen Âge. On peut légitimement s'interroger sur les raisons de ce décalage. Est-ce un point faible des prescriptions d'archéologie préventive, des programmations régionales ? On peut également se demander si cette disparité n'est pas liée à la particularité de cette recherche qui nécessite (beaucoup plus que pour la période précédente pour laquelle la documentation écrite est nettement plus restreinte) une collaboration, toujours pas « naturelle » en France, entre historiens des textes et archéologues. Il convient cependant de signaler que depuis environ 2005, le nombre de sites fouillés du second Moyen Âge est en nette augmentation et atteint ou dépasse par an le nombre de sites d'habitat rural du haut Moyen Âge¹¹. Dans les régions, comme la Bourgogne, où l'intérêt pour les établissements du bas Moyen Âge est constant, en archéologie préventive comme en programmée, on constate une attention pour la compréhension des processus d'agglomération de l'habitat (Chopelain 2003 ; Saint-Jean Vitus à paraître). Les opérations conduites au Bois de Cestres, près de Saint-Martin-du-Mont (Côte-d'Or), accompagnées d'une étude archéo-environnementale, offrent une approche sur les cadres de vie et la colonisation agricole des XIV^e-XV^e s., dans le cadre d'une entreprise de valorisation foncière. (Beck *et al.* 2007).

Enfin, on note, au cours de ces dernières années, l'intérêt croissant, mais inégal selon les régions, porté aux établissements agricoles de la période moderne, même si, la plupart du temps, ils se sont en quelque sorte

¹¹ Tendence relevée en dépouillant les chroniques d'*Archéologie Médiévale*

« imposés » dans une série d'opérations préventives sur grands aménagements. A cet égard, l'exemple de la région Rhône-Alpes est symptomatique où, dans la Loire, lors d'une même opération linéaire (A89) en 2009-2010, a été mise au jour une bonne série d'établissements à vocation agricole datés du XII^e au XVI^e s., catégorie chronologique jusque là très peu représentée régionalement¹².

Les apports touchant aux rythmes et réseaux de peuplement paraissent encore faibles, tant les recherches semblent avoir stagné depuis les années 1970, alors que la problématique du village sous-tendait les principaux programmes médiévistes. Aujourd'hui, les études des villages abandonnés, même en archéologie programmée, sont très limitées (à signaler toutefois, une thèse sur cette thématique en cours en Alsace). Un des apports indirects, puisque lié aux recherches sur les établissements du haut Moyen Âge, est la révélation d'occupations stables sur la longue durée : Vitry-sur-Orne où l'on parle du « village de Valange » (Moselle), Saint-Ursin (Manche), Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis), autant d'occupations qui débutent aux premiers siècles du Moyen Âge, voire plus tôt, et s'achèvent entre le XIV^e et le XVI^e s., voire encore plus tard, comme à Yutz (Moselle). Ainsi, de manière assez disparate, la problématique de la formation des villages progresse, posant encore aujourd'hui nombre de questions irrésolues.

Concernant la morphologie des établissements, le constat rejoint celui fait plus haut pour le haut Moyen Âge. Néanmoins, des avancées ponctuelles sont à signaler, liées à des enquêtes territoriales et pluridisciplinaires associant prospections, fouilles et études des textes et cadastres, comme sur les habitats dispersés et exploitations au sud-ouest du Massif Central (Conte, Fau, Hautefeuille 2010), parfois en zone de montagne (Cerdagne, Aubrac : Rendu éd 2003 ; Fau dir. 2006). En Limousin, les habitats désertés du plateau des Milles Vaches livrent des schémas d'organisation fonctionnels (Conte 2003). En Lorraine, à Vitry-sur-Orne, Zac de la Plaine, un hameau de laboureur et un hameau de vigneron caractérisés par des maisons sur caves sont identifiés. Quelques fouilles préventives de « fermes » de la fin du Moyen Âge ou de l'époque moderne ont été publiées en Picardie, en Basse-Normandie et, tout récemment, en Lorraine (Jeandemange *et al.* 2011) et en Ile-de-France (Hurard 2012). Par ailleurs, des programmes se mettent en place pour étudier ces habitats, notamment en Champagne, en relation avec le centre urbain de Troyes. Dans la mesure où les vestiges mis au jour s'y prêtent, on signalera, parmi les avancées récentes, l'apport de l'archéobotanique à la compréhension des pratiques agro-pastorales (Bas Limousin XI^e-XIII^e s.; Ile-de-France, fin du Moyen Âge et époque moderne). On mentionnera également les travaux relatifs à la fructiculture en France méridionale dans un programme conjoint des laboratoires de Toulouse (Ruas éd. 2006).

LES CONDITIONS DE LA RECHERCHE : FORCES ET FAIBLESSES

L'élargissement des champs géographique et thématique de l'archéologie de l'espace rural fait partie des progrès enregistrés. Des programmes transchronologiques et interdisciplinaires portent sur des milieux peu abordés auparavant, situés à l'écart des grandes zones d'aménagement du territoire. C'est alors le domaine de l'archéologie programmée : milieux forestiers denses (Lorraine, Bourgogne, Limousin, par exemple) ; versants de moyenne et haute montagne (Alpes, Pyrénées, Massif Central) où les recherches sur le paléo environnement accompagnent systématiquement les repérages archéologiques diachroniques.

Des espaces jugés peu propices à la fixation des occupations sont désormais concernés par des programmes à dimensions territoriales où la géo-archéologie tient une place primordiale pour mettre au jour les relations des hommes à ces milieux difficiles. Les zones littorales, au sens large de relations avec l'arrière-pays, fournissent des matériaux souvent entièrement neufs sur les modes d'occupation, d'exploitation et de subsistance des populations : basses plaines littorales de Languedoc, delta du Rhône, estuaire de la Canche en Pas-de-Calais, par exemple (*Archéopages*, 30, 2010) ou encore les zones humides du littoral normand (Carpentier 2007).

Une autre illustration de la diversification des problématiques est fournie par le regain d'intérêt, ces dernières années, pour les habitats perchés de l'Antiquité tardive et premier Moyen Age, hors d'atteinte de l'archéologie préventive. Ce thème traditionnel de l'archéologie méditerranéenne, à savoir la réoccupation des *oppida* par des « occupations tardives », a été revisité et revivifié depuis une dizaine d'années par des fouilles d'ampleur de *castra* et *castella* dans le Var et l'Hérault (Schneider 2007). Le développement de recherches de qualité dans le Massif Central (Lozère et Ardèche), le Jura (Gandel *et al.* 2008 ; Gandel, Billoin dir. 2011) et les Vosges (reprise de la chronologie du Mont Sainte-Odile) aura une portée considérable une fois digérées autant de données nouvelles qui contrastent avec celles des établissements de plaine, en même temps qu'elles les complètent.

¹² Premier aperçu à paraître dans le bilan de la recherche régionale, Moyen Age, BSR 2012.

Les référentiels typo-chronologiques

La fragilité des attributions chronologiques des céramiques constitue le point faible des études d'archéologie spatiale. Le recul le plus inquiétant, souligné par certains correspondants, concerne l'étude des témoins de « la vie matérielle » ou du mobilier. L'absence ou le faible nombre de spécialistes y est pour une grande part. Mais certaines orientations privilégiant les études de peuplement, spatiales et diachroniques, ont contribué à "ringardiser" ce qui doit pourtant être considéré comme un fondamental de l'archéologie. Pour l'Antiquité, on peut craindre l'utilisation de routine de référentiels fixés depuis longtemps qui mériteraient des révisions. Il convient de souligner l'apport des congrès réguliers de la SFECAG, outil efficace de divulgation rapide des avancées céramologiques. Pour le Moyen Âge, on constate des contre tendances très positives dans plusieurs régions où des travaux collectifs (PAS, PCR, préparation de publications) progressent en parallèle sur les vestiges immobiliers et les collections mobilières¹³. Dans les régions traditionnellement avancées dans le domaine de la céramologie médiévale (comme PACA, Languedoc, Rhône-Alpes), les résultats des datations numériques devraient inciter à questionner davantage que cela n'est fait certains critères typologiques communément admis (Maufras à paraître).

Datations numériques

Les datations par radiocarbone ont connu une expansion considérable au cours de la dernière décennie, particulièrement en contexte médiéval, et c'est heureux ; mais il reste beaucoup à faire pour rationaliser davantage l'utilisation de cette méthode par les archéologues. Le manque de dialogue avec les archéomètres est manifeste : en amont lors des choix de prélèvement, en aval pour assurer une interprétation archéologique pertinente des datations. Par ailleurs, le développement des analyses dans le cadre des appels d'offres entraîne le recours à des prestataires éloignés des problématiques des sites de prélèvement. L'impression d'ensemble est celle d'un foisonnement de résultats peu discutés et mal valorisés. Quant à l'archéomagnétisme, naturel en contexte artisanal, il est finalement assez peu sollicité en regard du nombre important de structure de chauffe disponibles en contexte domestique ; il y a certainement là un champ à développer.

Culture matérielle et histoire des techniques

Il s'agit là de domaines insuffisamment étudiés, en lien avec les programmes 25 et 26 de la programmation nationale. Ainsi, le vœu de catalogue des outils agricoles et artisanaux émis en 1997 par le CNRA n'a pas été assez suivi. Des travaux universitaires (masters et thèses) constituent des apports notables mais ne sont pas toujours connus. Ces constats ne sont pas sans rapport avec la question de la conservation-même des collections métalliques très vulnérables.

Les études bio-archéologiques

Si l'impression d'ensemble est celle d'une progression sensible de la contribution des analyses bio-archéologiques dans les recherches sur l'espace rural pour toutes les périodes, des difficultés subsistent : disparités régionales sensibles, mais aussi disparités thématiques. C'est probablement la carpologie qui a le plus contribué à l'étude de l'espace rural ces dernières années. L'anthracologie et la palynologie offrent des progrès moins notables ; l'application de cette dernière aux périodes historiques reste souvent mal comprise. Des domaines restent à développer : parasitologie et analyses concernant les phytolithes, indicateurs d'occupation des espaces. L'archéozoologie, quant à elle, est loin d'être généralisée et accuse un déficit inquiétant dans certains secteurs (par exemple, moins de la moitié des sites importants découverts ces 10 dernières années en région Centre ont donné lieu à l'étude de la faune). Ces points faibles sont liés au nombre insuffisant de spécialistes et à leur très inégale répartition sur le territoire, mais aussi aux conditions de coûts et de marché des opérations préventives. Il ne s'agit pas que de simples problèmes opérationnels : ces insuffisances sont graves car elles conduisent à l'approximation de la caractérisation des sites. En contre point, on note la volonté d'organisation de certaines équipes pour la mise en commun des résultats (par exemple, dans le Nord-Est pour la carpologie, le Centre-Nord pour l'archéozoologie, la Normandie pour les études paléoenvironnementales du riche potentiel de la plaine de Caen). A noter la remarquable base de données *Bioarcheodat* du Muséum d'histoire naturelle de Paris, issue d'une ACR suivie de l'ANR *Sociétés, pratiques et environnement : données et résultats de l'archéozoologie et de l'archéobotanique métropolitaines*.

Les études géo-archéologiques

¹³ On citera, par exemple, le PCR *La céramique de l'Antiquité tardive et du haut Moyen Âge (V^e-X^e s.) entre Meuse et Rhin* (Inrap GEN) ; le PCR *La céramique médiévale dans le Centre-Ouest de la France* et le réseau *Iceram* qui rayonne à partir de l'UMR de Tours ; le PCR *La céramique médiévale dans les Pays de la Loire et en Bretagne du XI^e au XVI^e s.* porté par l'université de Nantes ; le PCR *Typochronologie de la céramique médiévale dans l'espace bas-normand du X^e au XVI^e s.* porté par le CRAHAM ; les colloques de Dioecesis Galliarum *Les céramiques de l'Antiquité tardive en Ile-de-France et Bassin parisien* ; ou encore, la reprise systématique des études céramologiques en Auvergne dans le cadre d'une publication de synthèse en cours (MCC et Inrap).

Elles recouvrent une large palette d'objets et de méthodes. Leur développement est indéniable et l'impression d'ensemble est celle d'un grand foisonnement. Favorisées par la multiplication des opérations de très grande surface, les recherches géomorphologiques ont pu être soutenues grâce au recrutement de spécialistes, notamment par l'Inrap. Les exemples d'application aux dynamiques environnementales hommes/milieu sont nombreux dans le cadre de recherches pluridisciplinaires sur des « territoires ateliers ». Toutefois le passage de l'échelle du site à l'échelle du « hors site » ne va pas de soi ; il implique forcément des mises en perspective régionales qui ne peuvent se faire dans le strict cadre préventif. Se pose alors la question de la pérennité de la coordination scientifique de ces opérations étalées autant dans l'espace que dans le temps.

D'une manière générale, on est face au paradoxe d'une grande quantité de données de qualité, de progrès méthodologiques certains, de l'apport sophistiqué des sciences de la terre et de la nature, mais de progrès limités faute de publications suffisantes. Autre source d'inquiétude souvent signalée : le contexte concurrentiel de l'archéologie préventive où le coût des études environnementales et biologiques peut constituer une « variable d'ajustement » des budgets. Il est souhaité que les prescriptions et le contrôle de l'Etat soient exigeants dans ce domaine.

Les prospections

La place prépondérante tenue par l'archéologie des vastes décapages depuis une quinzaine d'année a quelque peu relégué les méthodes classiques de la prospection pédestre, susceptible de livrer des plans complets ou presque d'établissements et apte à permettre d'apprécier la distribution des établissements, l'organisation du maillage et donc des rythmes de peuplement selon des échelles d'observation micro-régionales, sur des secteurs géographiques et écologiques cohérents (vallée, plaine, plateau). Mais des programmes en cours (Basse-Normandie, Bretagne, Picardie, Bourgogne, Lorraine) montrent que la prospection au sol combinant les techniques traditionnelles et les plus sophistiquées, s'attaque avec profit à des territoires inexplorés. Ailleurs, la mise en œuvre de prospections pédestres et géophysiques en complément de fouilles, programmées ou préventives, de grandes villas est une formule efficace qui permet d'aborder l'intégration des établissements dans leur environnement et d'en faire ressortir les prolongements dans l'espace et le temps (exemples d'applications à Liéhon, Moselle, et à Quiou, Côtes-d'Armor).

Les enquêtes territoriales touchent désormais les secteurs peu propices à la prospection classique. Des progrès spectaculaires ont été obtenus, notamment, en milieu forestier grâce aux prospections LIDAR qui permettent la lecture d'occupations denses et de systèmes de parcellaire (exemple de la forêt de Haye, en Lorraine qui associe archéologue et ingénieurs de l'INRA (Georges-Leroy à paraître). Le changement d'échelle d'observation qu'autorisent ces méthodes conduit à réviser les schémas traditionnels : les hiatus supposés de l'occupation sont gommés, le concept d'instabilité ou d'isolement des établissements est remis en cause. Surgissent alors des représentations spatiales (facilitées par les SIG) qui compensent les angles morts de la recherche.

Cloisonnement ... et décroisonnement

Les chercheurs sont unanimes sur le constat de diverses formes de cloisonnement dans les pratiques professionnelles. Les grandes fouilles transchronologiques de dizaines d'hectares sont un des traits marquants de cette dernière quinzaine d'années. Pourtant, l'archéologie des campagnes apparaît encore très cloisonnée entre les périodes, dès la phase de fouille. Pendant et après la fouille, les spécialistes des disciplines environnementales ne communiquent pas assez entre eux et avec archéologues. En outre, les programmes d'aménagement des grandes surfaces en tranches discontinues accusent le phénomène de morcellement des informations et de dispersion des responsabilités. Il en découle une accumulation de recherches ponctuelles et spécifiques qui apparaissent plus ou moins coupées des problématiques historiques générales.

Tout aussi unanimes sont les chercheurs à plébisciter les formes de travail collectif, type PCR, lieu de confrontation des méthodes et des résultats, lieu d'élaboration des approches territoriales, lieu de stimulation des publications. Les apports des travaux de ces formations sont bien soulignés dans le bilan qui précède. Mais des motifs d'inquiétude sont signalés par certains : collaboration difficile, voire impossible entre opérateurs publics et privés ; soutien insuffisant (financier et programmatique) des institutions concernées à ces PCR. Des mesures incitatives de recherches collectives et pérennes (au sein de structures institutionnelles comme les UMR) dans le vaste champ scientifique couvert par le programme 20, sont réclamées avec force.

Il faut reconnaître, en faveur du décroisonnement institutionnel, géographique et thématique, le rôle positif des colloques internationaux consacrés au monde rural. Ainsi les colloques portés par l'Association d'étude du monde rural gallo-romain (AGER), dont celui de 2007 consacré à la typologie de l'habitat rural gallo-romain et celui de 2010 à la géographie des paysages ruraux à l'échelle de la cité. Les colloques de l'Association française d'archéologie mérovingienne, pas exclusivement dévolus au monde rural, ont cependant régulièrement abordé la

question des habitats du haut Moyen Âge. Il est important de donner une bonne visibilité à ces rendez-vous réguliers et aux publications qui en émanent.

ORIENTATIONS PRIORITAIRES

Mieux caractériser les vestiges immobiliers et mobiliers découverts en fouille et faire ressortir les singularités des sites

Une caractérisation plus précise des vestiges découverts en fouille est une priorité. Elle va de pair avec une désignation plus adéquate des structures : secteur artisanal, secteur résidentiel, secteur agricole, secteur funéraire, zone de stockage, etc. Pour ce faire, il est indispensable que soient préconisées et réalisées non seulement les études environnementales nécessaires mais également celles du mobilier céramique, métallique, lithique et organique par des personnels compétents. Parallèlement, ces efforts redonneront toute sa place à l'étude de l'*instrumentum* au bénéfice de la culture matérielle et de l'histoire des techniques. Ce sont, en effet, ces informations qui permettront de caractériser la nature et le statut de l'occupation et donc de la nommer en renonçant à la terminologie par trop simplificatrice « d'habitat rural ».

Parallèlement, l'analyse des structures nécessite un intérêt plus soutenu. Il s'agit de repérer les « marqueurs » qui font ressortir les singularités des sites, comme les indices de résidence ou, à défaut, de présence des élites rurales, objet d'une recherche médiévale en plein développement. C'est à ce prix que l'on évitera une accumulation de fouilles « technicistes et répétitives » renvoyant l'impression, fautive, de l'inutilité de la démarche.

Dépasser les cas d'espèce

Sur le thème de la morphologie des grands domaines antiques et des aménagements agricoles qu'ils comportent, il est difficile, tant que l'on raisonne au cas par cas, de distinguer les faits récurrents des données ponctuelles. Les résultats présentent rarement un degré de cohérence suffisant sur chacun des sites explorés et l'on ne saurait trop encourager l'émergence de groupes de travail qui permettront de dépasser les cas d'espèce en dégageant ce qui ressortit de la règle ou de l'exception.

Dépasser l'échelle du site

Les relations entre les grands domaines agricoles et les habitats isolés, dits intercalaires, sont mieux perçues, de même qu'avec les pôles de regroupement que sont les agglomérations dites secondaires. Mais elles sont plus rarement envisagées avec les villes. L'étude des grands domaines dans leur vocation économique conduit à s'attacher aux relations villes-campagnes comme les deux composantes d'un même système. Dans le même esprit, il faut s'attacher à mieux définir la place et le rôle des petites exploitations agricoles dans les systèmes d'exploitation régionaux en développant la réflexion sur leur répartition (par rapport aux villas, aux agglomérations, aux réseaux de communication et limites administratives, en fonction des potentialités agrologiques...), leur environnement, leurs productions.

Archéologie agraire : un domaine incontestablement à développer

Il faut affirmer plus fermement que l'objectif principal de la fouille et de l'étude d'une exploitation agricole est de comprendre son rôle et sa fonction dans un système économique productif. En simplifiant le propos et en s'inspirant des économistes, les questions archéologiques que l'on doit se poser portent donc sur :

- la main-d'œuvre de l'exploitation (en distinguant pour la villa la villégiature de la production) ;
- les bâtiments d'exploitation ;
- les structures de transformation des biens agricoles ;
- les outils ;
- le cheptel ;
- la gestion des fumures et l'amendement des sols ;
- les productions végétales ;
- les modes de stockage ;
- l'équipement de l'*ager* (fossés, mare) ;
- les relations avec le *saltus* (prélèvement de matériaux, etc.).

Accorder plus de vigilance à la datation des sites

On assiste avec inquiétude à une certaine désinvolture concernant l'attribution chronologique des occupations. Comme précédemment soulignée, les études de mobilier céramique sont souvent succinctes faute d'un nombre de spécialistes suffisant, tandis que l'usage des datations numériques n'est pas toujours maîtrisé. Il importe de rester vigilant quant à ces questions primordiales pour la juste interprétation des sites. Les approches territoriales

larges doivent également se garder d'utiliser des attributions chronologiques fragiles ou sur-interprétées. La mise en œuvre de méthodes de prospections et de statistiques de plus en plus sophistiquées ne saurait conférer à ces informations une certitude qu'elles n'ont pas. Il faut insister, au contraire, sur la nécessité de confronter les données des prospections à celles des fouilles.

Développer les fouilles programmées sur les établissements du haut Moyen Âge

La recherche programmée sur le monde rural est bien présente pour la période antique, permettant aux données de l'archéologie préventive d'être, au moins en partie et dans certaines régions, digérées dans des programmes structurants. En revanche, très peu d'établissements agricoles médiévaux ont été fouillés en France en dehors du cadre préventif. Il émane donc une forte demande de la part des chercheurs, quel que soit leur organisme de rattachement, pour un soutien plus important aux fouilles programmées. Outre le classique argument de la formation des étudiants, émergent de nouveaux arguments en faveur de recherches complémentaires pour des sites partiellement fouillés en archéologie préventive : les problématiques et les méthodes peuvent y être testées selon une organisation et un rythme différent.

Prescrire davantage d'interventions en contexte villageois

Une autre orientation, plébiscitée par un nombre important de chercheurs, touche au développement des interventions en milieu villageois. Le développement des fouilles sur grandes surfaces et l'intérêt soutenu pour la problématique des relations hommes/milieu ont eu pour conséquence un certain désintérêt pour les fouilles de moindre surface, particulièrement en milieu villageois. Or, c'est l'exploration de ces milieux encore occupés qui permettra de comprendre les dynamiques de peuplement et de façonnage du village.

Porter plus d'attention aux sites ruraux du second Moyen Âge et de la période moderne

Au vu du bilan finalement relativement maigre, mais heureusement éclairé par de belles réussites mentionnées plus haut, il convient de soutenir les prescriptions portant sur les sites ruraux du second Moyen Âge et de la période moderne en veillant, comme pour les sites de la période précédente, à ce que le cahier des charges prévoie les études paléo environnementales, de mobilier, de bâti, mais aussi de la documentation écrite disponible.

Une obligation : limiter l'éparpillement des données et apporter un soutien fort aux programmes collectifs de recherche

Les suggestions et recommandations qui précèdent ne porteront des fruits que si, parallèlement, elles sont accompagnées d'un soutien fort à toute forme de travail collectif en vue du traitement des données de terrain : rassembler les différents acteurs de l'archéologie et établir une collaboration entre les opérateurs et les différents organismes de recherche. Cela devrait également limiter l'éparpillement des données scientifiques entre les opérateurs.

Un chantier a part entière : la diffusion des résultats

Un enjeu déterminant pour l'archéologie de l'espace rural – mais pas seulement - est celui de l'utilisation de la documentation de fouille multipliée de façon exponentielle grâce au très haut niveau d'activité de terrain depuis deux décennies au moins. De manière générale, les chercheurs sont désemparés devant la multiplicité des sources d'informations et la diversité des institutions qui les gèrent. Les délais de publication, la difficulté d'accès à la documentation récente sont déplorés par nos correspondants dont l'un n'hésite pas à parler de « crise documentaire » et note que la situation se dégrade puisque les *BSR* sont publiés de façon de plus en plus chaotique et que la base de données élaborée pour remplacer les chroniques de *Gallia (AdIFI)* n'offre pas un récolement homogène et actualisé des informations archéologiques récentes. La mise en ligne des rapports de fouilles par l'Inrap et d'autres opérateurs est encore lente et limitée.

Pour la diffusion des résultats, toutes périodes confondues, une préconisation forte doit être exprimée à l'adresse des institutions et organismes pour que des formules facilitent la transmission des données sans attendre les délais des publications. L'objectif est de favoriser l'accès aux résultats de la recherche pour soutenir la réflexion collective et permettre des travaux de synthèse. Cela passe, au minimum, par la tenue à jour des outils de signalement (*BSR, AdIFI*). L'accès aux données primaires, doit être facilité par la généralisation de la mise en ligne des RFO, la résorption du passif et un système de consultation plus aisée de ces documents pour les chercheurs et les étudiants. Sans prôner la réalisation utopique d'une base de données nationale, on peut envisager la mise en place d'un portail de collecte des informations de terrains, à l'image de ceux qui existent pour les sciences humaines, où les rapports de fouilles, les volumes numérisés des *BSR*, les notices d'*AdIFI* pourraient être signalés ?

Dans le domaine des publications proprement dites, le constat général reste mitigé. Depuis 1997, des monographies et des synthèses régionales bien diffusées ont été publiées et ont stimulé d'autres travaux comparables, en cours ou tout juste aboutis (voir bibliographie). Mais le report de la publication des monographies de sites, reconnus d'intérêt majeur par la communauté scientifique, handicape les progrès de la recherche. Se pose également la question de l'absorption d'ouvrages imposants (et coûteux !) par les supports éditoriaux disponibles.

Il faut réfléchir à une hiérarchisation des informations et des supports éditoriaux correspondants : de nouvelles formes de synthèse sont nécessaires, car on ne peut plus croire que nos connaissances sur les établissements ruraux de l'Antiquité aux Temps modernes, pour prendre ce seul domaine, vont progresser par la simple accumulation d'études monographiques de sites, nécessaires, mais qui tardent souvent à venir. Ces nouvelles synthèses demanderont de passer de la notion d'exemple représentatif à celle de séries.

ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

• Bilans nationaux et régionaux

La recherche archéologique en France, 1985-1989. Ministère de la culture, de la communication, des grands travaux et du bicentenaire. Paris : direction du patrimoine, sous-direction de l'archéologie, Afan, 1990, 286 p.

La recherche archéologique en France. Bilan 1990-1994 et programmation du CNRA. Ministère de la culture, direction du patrimoine, sous-direction de l'archéologie. Paris : Editions de la maison des sciences de l'Homme, 1997, 460 p.

La recherche archéologique en France. Bilan 1995-1999 du CNRA. N° spécial des *Nouvelles de l'archéologie*, 88, 2^e trim. 2002, 80 p.

- Alsace :

Bilan scientifique de la région Alsace.

Préhistoire et âges des métaux. BSR Hors série 1/2, 2007, 333 p.

Périodes historiques. BSR Hors série 2/2, 2006, 227 p.

- Auvergne :

Programmation scientifique interrégionale. Actes de la journée d'études du 9 décembre 2005. BSR 2008, p. 185-247.

- Basse-Normandie :

Bilan de la recherche archéologique 1984-2004.

Vol. 1 : *Préhistoire – Protohistoire.* Caen : BSR hors-série, 2010, 176 p.

Vol. 2 : *L'Antiquité.* Caen : BSR hors-série, 2011, 218 p.

- Bourgogne :

Habitat et processus d'agglomération en Bourgogne au cours du Moyen Age (Ve-XVIe s.). L'apport des travaux archéologiques des années 1995-2005, contribution au bilan scientifique régional (article de B. Saint-Jean Vitus). *RAE*, 61, 2012, à paraître.

- Haute-Normandie :

L'archéologie en Haute-Normandie. Bilan des connaissances. 1- Le haut Moyen Âge. Vol. édité par Florence CARRÉ. Publications des universités de Rouen et du Havre, 2011, 207 p.

- Picardie :

La recherche archéologique en Picardie : bilans et perspectives - Journées d'études tenues à Amiens les 21 et 22 mars 2005. *Revue Archéologique de Picardie*, 2005, n° 3-4, 346 p.

- Provence-Alpes-Côte d'Azur :

Bilan scientifique de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur 1995-2005. BSR hors-série, 2008, 312 p.

- Rhône-Alpes :

Programmation scientifique interrégionale. Séminaire de Lyon 22 novembre 2005. L'Antiquité. BSR, 2006-2, p. 99-168.

- Languedoc-Roussillon :

Bilan de la recherche archéologique depuis 1995. BSR hors série, 2012, 180 p.

• Séries plus particulièrement dédiées à l'archéologie du monde rural

Série des volumes édités par l'association *Dioecesis Galliarum* (une dizaine de volumes parus depuis 1994)

Série des actes des colloques AGER (Association d'étude du monde rural gallo-romain)

• Références bibliographiques

- Alfonso, Blaizot 2004** : ALFONSO (G.), BLAIZOT (F.) . – *La villa gallo-romaine de Champ Madame à Beaumont (Puy-de-Dôme). Habitat et ensemble funéraire de nourissons*. Lyon : Alpara, 282 p. (Documents d'archéologie en Rhône-Alpes et Auvergne ; 27).
- Archeomedes 1998** : ARCHAEOEDEDES. – *Des oppida aux métropoles. Archéologues et géographes en vallée du Rhône*. Paris : Anthropos, 1998, 275 p : ill. (Collection Villes).
- Balmelle 2001** : BALMELLE (C.). – *Les demeures aristocratiques d'Aquitaine - Société et culture de l'Antiquité tardive dans le Sud-Ouest de la Gaule*. Ausonius/Aquitania, Bordeaux/Paris, 2001, 497 p.
- Beck et al. 2007** : BECK (P.) et al. – La mémoire du sol. Les Bordes désertées du Bois de Cestres et leur finage (commune de Saint-Martin-du-Mont, Côte d'Or). In : Actes du 1^{er} colloque d'archéogéographie, Paris 2007. En ligne : Archeogeographie.org.
- Ben Redjeb et al. 2005** : BEN REDJEB (T.), DUVETTE (L.), QUEREL (P.) et coll. – Les campagnes antiques, bilans et perspectives. In : *La recherche archéologique en Picardie : bilans et perspectives*, Journées d'étude Amiens, 2005, *Revue archéologique de Picardie*, 3/4, 2005, p. 177-222.
- Billoin 2007** : BILLOIN (D.). — L'habitat médiéval du V^e au XII^e siècle en Franche-Comté : bilan et découvertes récentes. In BELET-GONDA (C.), MAZIMANN (J.-P.), RICHARD (A.), SCHIFFERDECKER (F.) dir. — *Premières Journées Archéologiques frontalières de l'Arc Jurassien. Mandeure, sa campagne et ses relations d'Avenches à Luxeuil et d'Augst à Besançon. Actualités archéologiques régionales*. Actes des journées de Delle et Boncourt, 21-22 octobre 2005. Besançon-Porrentruy : Presses universitaires de Franche-Comté, 2007, 320 p. : ill.
- Blaising 2003** : BLAISING (J.-M.). – Parcellaire laniéré, billons et crêtes de labours, les structures agraires lorraines du XIII^e s. à hier. In : *Sols et structures agraires, Actes de la table ronde de Sarrebourg*, octobre 2003, Sarrebourg, p. 45-52.
- Blaizot 2011** : BLAIZOT (F.). – *Les espaces funéraires des Ruelles, à Serris (Seine-et-Marne) du VII^e au XI^e s : taphonomie du squelette, mode d'inhumation, organisation et dynamique*. Thèse de doctorat soutenue en 2011, sous la direction d'H. Duday, Laboratoire d'Anthropologie des Populations du Passé, Université de Bordeaux I, 2365 p.
- Bonnaire, Wiethold, 2010** : BONNAIRE (E.), WIETHOLD (J.), GERARD (F.) coll., MARCHASSEAU (V.) coll. – L'alimentation médiévale dans l'Est de la France à travers des études carpologiques de sites champenois et lorrains ». In : C. Delhon, I. Théry-Parisot, S. Thiébault dir. – *Des hommes et des plantes. Exploitation du milieu et gestion des ressources végétales de la préhistoire à nos jours, XXXe rencontres internationales d'archéologie et d'histoire d'Antibes*, Antibes : Editions APDCA, 2010, p. 161-192.
- Buffat et coll. 2011** : BUFFAT (L.) et coll. – *L'économie domaniale en Gaule Narbonnaise. Les villae de la cité de Nîmes*. Lattes, Editions de l'Association pour le développement de l'archéologie en Languedoc-Roussillon, 2011. 296 p. (Mémoires d'Archéologie Méditerranéenne ; 29).
- Carpentier 2007** : CARPENTIER (V.) – *Les Pieds dans l'Eau... ». La basse Dives et ses riverains, des origines aux temps modernes. Contribution à l'histoire environnementale des zones humides et littorales de Normandie*. Thèse de doctorat sous la direction du professeur Claude Lorren, soutenue en 2007 à l'Université de Caen-Basse-Normandie, spécialité : Histoire et archéologie des mondes anciens et médiévaux, 7 vol., 2186 p.
- Carpentier, Hincker à paraître** : CARPENTIER (V.) HINCKER (V.), à paraître. – L'habitat rural du haut Moyen Âge en Basse-Normandie : bilan de vingt années de recherches archéologiques régionales. Actes des XXVII^e Journées internationales d'Archéologie mérovingienne (Caen, 29 sept. – 1er oct. 2006), à paraître.
- Carré éd. 2011** : CARRÉ (F.) éd. – *L'archéologie en Haute-Normandie, Bilan des connaissances, 1, Le Haut Moyen Âge*. Rouen : Publication des Universités de Rouen et du Havre, 2011, 207 p., 91 fig.
- Carré et al. 2007** : CARRÉ (F.) RUAS (M.-P.), YVINEC (J.-H.), MARCOUX (N.) – Le site rural de Porte-Joie (Tournedos-sur-Seine/Val-de-Reuil, Eure, France) : des espaces particuliers au sein de l'habitat du haut Moyen Âge », in Catteddu I., De Vingo P., Nissen Jaubert A. (éd.), *Archaeology and rural landscape : rural settlements in their natural, economical and social environment*, Actions of the Convention Medieval Europe, l'Europe en mouvement, 4^e congrès international d'archéologie médiévale et moderne, Paris, 3-8 sept. 2007, Gènes, 2011, p. 102-123.
- Carré et al. 2009** : CARRÉ (F.), HINCKER (V.), MAHÉ (N.), PEYTREMANN (É.), POIGNANT (S.), ZADORA-RIO (É.). – Histoire(s) de(s) village(s). L'archéologie en contexte villageois, un enjeu pour la compréhension de la dynamique des habitats médiévaux. *Les Nouvelles de l'archéologie*, n° 116, 2009, p. 51-59.
- Catteddu 2001** : CATTEDDU (I.) dir. – *Les habitats carolingiens de Montours et de la Chapelle-Saint-Aubert (Ille-et-Vilaine)*. Documents d'archéologie française. Paris : MSH, 2001, 235 p. (DAF ; 89).
- Catteddu 2007** : CATTEDDU (I.), avec la collaboration de MARGUERIE (D.). – Une création parcellaire carolingienne. Les établissements agricoles médiévaux de Montours (Ille-et-Vilaine) », in : ANTOINE (A.) et MARGUERIE (D.) dir. - *Bocages et Sociétés*. Actes du colloque organisé à l'université Rennes 2, 29, 30 septembre et 1^{er} Octobre 2004. p. 81-90, Presses universitaires de Rennes, 2007.

- Chapelot 2006** : CHAPELOT (J.) éd. – *Trente ans d'archéologie médiévale en France : un bilan pour un avenir*. Actes du 9^e Congrès international de la Société d'Archéologie Médiévale. Vincennes, 16-18 juin 2006. Caen : publications du CRAHM 2010, 436 p. : ill.
- Châtelet 2006** : CHATELET (M.). – Un habitat médiéval encore instable : l'exemple de Nordhouse « Oberfuert » en Alsace (IXe-XIe siècle), *Archéologie Médiévale*, 36, pp. 1-56.
- Chopelain 2003** : CHOPELAIN (P.). – De la villa au village (VIe-XIIe s.) : le processus d'agglomération des habitats du haut Moyen Âge dans la région dijonnaise d'après les données récentes. In : PASSARD (F.) *et al.* – *Burgondes, Alamans, Francs et Romains dans l'Est de la France, le sud-ouest de l'Allemagne et la Suisse*. Actes des XXI^e journées internationales d'archéologie mérovingienne, Besançon 2000. Besançon : Presses universitaires Franc-comtoises, n° 892, 2003, p. 129-142.
- Chouquer 2008** : CHOUQUER (Gérard). – *Traité d'archéogéographie. La crise des récits géohistoriques*. Paris : Errance, 2008, 200 p. : ill.
- Conte 2003** : CONTE (P.) – Des documents archéologiques pour l'histoire du village médiéval en Limousin. In : *Le village des Limousins : études sur l'habitat et la société rurale du Moyen Age à nos jours*. Ouvrage collectif (textes réunis par J. Tricard). Limoges : Presses Univ., p.25-44.
- Conte, Fau, Hautefeuille 2010** : CONTE (P.), FAU (L.), HAUTEFEUILLE (L.). – L'habitat dispersé dans le sud-ouest de la France médiévale (Xe-XVIIe s.). In CHAPELOT (Jean) éd. – *Trente ans d'archéologie médiévale en France : un bilan pour un avenir*. Actes du 9^e Congrès international de la Société d'Archéologie Médiévale. Vincennes, 16-18 juin 2006. Caen : publications du CHRAHM 2010, p.163-178.
- Fau 2006** : Fau (L.) dir. – *Les Monts d'Aubrac au Moyen Âge, Genèse d'un monde agropastoral*. Documents d'archéologie française. Paris : MSH, 2006, 216 p. (DAF ; 101).
- Faure-Boucharlat 2001 dir.** : FAURE-BOUCHARLAT (E.) dir. – *Vivre à la campagne au Moyen Age : l'habitat rural du V^e au XII^e siècle (Bresse, Lyonnais, Dauphiné) d'après les données archéologiques*. Lyon : ALPARA, 2001, 432 p. (Documents d'Archéologie en Rhône-Alpes et en Auvergne, 21).
- Favory dir. 2013** : FAVORY (F.) dir. – *Le Tricastin romain : évolution d'un paysage centurié (Drôme, Vaucluse)*. Lyon : ALPARA / Publications de la Maison de l'Orient et de la Méditerranée - Jean Pouilloux, 2013, 208 p. (Documents d'archéologie en Rhône-Alpes et en Auvergne, 37) (sous presse).
- Gandel et al. 2008** : GANDEL (Ph.), BILLOIN (D.), HUMBERT (S.). – Ecrille "la Motte" (Jura) : Un établissement de hauteur de l'Antiquité tardive et du haut Moyen Age, *Revue Archéologique de l'Est*, 57, 2008, p. 289-314.
- Gandel, Billoin dir. 2011** : GANDEL (Ph.), BILLOIN (D.) dir. et coll. – Le site de Gaillardon à Ménétru-le-Vignoble : un établissement de hauteur de l'Antiquité tardive et du haut Moyen Age. *Revue Archéologique de l'Est*, 60, 2011, p. 313-421.
- Gandini 2008** : GANDINI (C.). – *Des campagnes gauloises aux campagnes de l'Antiquité tardive. I - La dynamique de l'habitat rural dans la cité des Bituriges Cubi (II^e s. av. J.-C. - VI^e s. ap. J.-C.)*, 33^e Suppl à la RACF, Tours, 2008, 511 p., 1 CD.
- Garcia, Chevrier et coll. 2010** : Le vignoble gallo-romain de gevrey-Chambertin 'Au-dessus de Bergis', Côte-d'Or (Ier-IIe s ap. J.-C.) : modes de plantation et de conduite de vigne antique en Bourgogne. *RAE*, 59, 2010, fasc. 2, p. 505-537.
- Garmy et al. 2005** : GARMY (P.), KADDOURI (L.), ROZENBLAT (C.), SCHNEIDER (L.) - Logiques spatiales et "systèmes de villes" en Lodévois de l'Antiquité à la période moderne. In : BERGER (J.-F.), BERTONCELLO (F.), BRAEMER (F.), DAVTIAN (G.), GAZENBEEK (M.), Dir. - *Temps et espaces de l'homme en société, analyses et modèles spatiaux en archéologie, XXVe rencontres internationales d'archéologie et d'histoire d'Antibes*, 20-23 octobre 2004, Editions APDCA, Antibes, 2005, p.335-346 (<http://halshs.ccsd.cnrs.fr/halshs-00004477>)
- Gentili 2010** : GENTILI (F.). – L'organisation spatiale des habitats ruraux du haut Moyen Âge : l'apport des grandes fouilles préventives, deux exemples franciliens : Serris " Les Ruelles" (Seine-et-Marne) et Villiers-le-Sec (Val-d'Oise). In CHAPELOT (J.) éd. – *Trente ans d'archéologie médiévale en France : un bilan pour un avenir*. Actes du 9^e Congrès international de la Société d'Archéologie Médiévale. Vincennes, 16-18 juin 2006. Caen : publications du CRAHM 2010, p.163-178., p. 36-39.
- Gentili, Lefèvre 2009** : GENTILI (F.), LEFEVRE (A.) dir. – *L'habitat rural du haut moyen Age en Ile-de-France*. Travaux du PCR 2004-2006, 2^e suppl. au *Bulletin archéologique du Vexin Français et du Val-d'Oise*. Guiry-en-Vexin, 2009, 296 p.
- Gentili, Valais 2007** : GENTILI (F.), VALAIS (A.). – Composantes aristocratiques et organisation de l'espace au sein de grands habitats ruraux du haut Moyen Âge. In : BOUGARD (F.), DEPREUX (Ph.), LE JAN (R.) éd.- *Les élites et leurs espaces : mobilité, rayonnement, domination (VIe-XIe s.)*. Turnhout, 2007 (Brepols), p. 99-134.
- Gérard 2012**: GERARD (F.). – La structuration du village pour une économie agraire planifiée à la fin du IXe s. en Lorraine. Les sites de Vitry-sur-Orne et Demange-aux-Eaux. *Archéopages*, 34, 2012, p. 38-47.
- Gérard, Blaising 2006**: GERARD (F.), BLAISING (J.-M.). – *Vallange, un village retrouvé*. Knutange, INRAP, Vitry-sur-Orne, 2006, 60 p.

Georges-Leroy et al. à paraître : GEORGES-LEROY (M), BOCK (J.), DAMBRINE (É.), DUPOUEY (J.-L.), GEBHARDT (A.), LAFFITE (J.-D.). – Les vestiges gallo-romains conservés dans le massif forestier de Haye (Meurthe-et-Moselle) : leur apport à l'étude de l'espace agraire. *Actes de la table ronde « Des hommes aux champs »*, Caen, octobre 2008, Presse universitaires de Rennes, à paraître.

Hurard 2012 : HURARD (S.). – *La ferme du Colombier à Varennes-sur-Seine (XVIe-XVIIIe siècles)*. Paris : CNRS éditions-Inrap, 2012, 296 p. : ill. (Recherches archéologiques ; 3).

Jeandemange et al. 2011 : JEANDEMANGE (S.), CAILLET (P.), FRAUCIEL (M.), PROTEAU (R.), WIETHOLD (J.). – Une ferme seigneuriale (XIIIe – XVe siècle) à Laquenexy *Entre deux cours* (Moselle). *Revue archéologique de l'Est*, 60, 2011, p. 423-485.

Kasprzyk M., Kuhle dir. 2011 : KASPRZYK (M.), KHUNLE (G) dir., BURGEVIN (A.) coll. – *L'Antiquité tardive dans l'Est de la Gaule I. La vallée du Rhin supérieur et les provinces gauloises limitrophes : actualité de la recherch.* Actes de la table-ronde de Strasbourg, 20 - 21 novembre 2008, *Revue archéologique de l'Est*, trentième supplément. Dijon : SAE, 2011, 352 p.

Le Gaillard 2011 : Les exploitations agricoles. In : COLLECTIF - Bilan de la recherche archéologique en Basse-Normandie (1984-2004), Vol. II, l'Antiquité. Caen : MCC, DGP, 2011, p. 58-75.

Lepetz, Matteredne 2003 : LEPETZ (S.), MATTERNE (V.). – Elevage et agriculture dans le nord de la gaule durant l'époque gallo-romaine : une confrontation des données archéozoologiques et carpologiques. Cultivateurs, éleveurs et artisans à l'époque romaine en Gaule. *Revue archéologique de Picardie*, 2003, 1/2, p ; 23-35.

Matteredne 2001 : MATTERNE (V.). – *Agriculture et alimentation végétale durant l'âge du Fer et l'époque gallo-romaine en France septentrionale*, *Archéologie des Plantes et des Animaux I*, Editions Monique Mergoïl, Montagnac, 2001, 310 p., 105 pl., annexes.

Maufras éd. 2006 : MAUFRAS (O.) éd. – *Habitats, nécropoles et paysages dans la moyenne vallée du Rhône (VIIe -XVe s.) contribution des travaux du TGV Méditerranée à l'étude des sociétés rurales médiévales*, textes réunis par O. Maufras. Paris : Maison des sciences de l'homme, 263-275. (*Documents d'archéologie française*, 98).

Maufras à paraître : MAUFRAS (O.), RATSIMBA (A.) coll. - La céramique médiévale du Mas de Vignoles XV à Nîmes (Gard) : contribution à la caractérisation des IX-Xe siècles nîmois. *AMM*, 2012 à paraître.

Nin 2006 : NIN (N.) – Synthèse et pré-inventaire de la commune d'Aix-en-Provence. In : MOCCI (Fl.), NIN (N.) dir. - *Aix-en-Provence, Pays d'Aix et Val de Durance*, CAG 13-4. Gap, 2006, p. 124 ; p. 169-493.

Ouzoulias 2006 : OUZOULIAS (P.). – *L'économie agraire de la Gaule : aperçus historiographiques et perspectives archéologiques*, Thèse de Doctorat en Archéologie, Univ. de Franche-Comté/Besançon, 2 vol. , 2006 (accessible en ligne : Actualité de l'Archéologie 229, <http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00011567/fr/>).

Ouzoulias 2012 : OUZOULIAS (P.). – Les campagnes romaines : quelle spatialité ? Retour sur l'expérience d'Archaeomedes. In : CARPENTIER (V.) et MARCIGNY (C.) dir. – *Des hommes aux champs. Pour une archéologie des espaces ruraux du Néolithique au Moyen Âge*. Rennes, Presses universitaires de Rennes (Archéologie et culture), 2012, p. 131-156.

Pagès 2010 : PAGES (G.) – *Artisanat et économie du fer en France méditerranéenne, de l'Antiquité au début du Moyen Âge : une approche interdisciplinaire*. Montagnac : Editions Monique Mergoïl, 2010. 317 p. (*Monographies Instrumentum*, 37).

Pellecuer 2000 : PELLECUER (Ch.) – La villa des Prés-Bas (Loupian-Hérault) dans son environnement. Contribution à l'étude des villae et de l'économie domaniale en Narbonnaise. Aix-en-Provence, Université de Provence, Aix-Marseille I, 2000. 595 p. (Thèse de doctorat sous la direction de Philippe Leveau).

Peytremann 2003 : PEYTREMANN (É.). – *Archéologie de l'habitat rural dans le nord de la France du IVe au XIIe siècle*. Saint-Germain-en-Laye : Association française d'Archéologie mérovingienne, 2003, 2 vol., 452 et 432 p., ill. (t. XIII des Mémoires de l'AFAM).

Peytremann 2010 : PEYTREMANN (É.). – L'archéologie de l'habitat rural du haut Moyen Âge dans le nord de la France : trente ans d'apprentissage. In CHAPELOT (J.) éd. — *Trente ans d'archéologie médiévale en France : un bilan pour un avenir*. Actes du 9^e Congrès international de la Société d'Archéologie Médiévale. Vincennes, 16-18 juin 2006. Caen : publications du CRAHM 2010, p. 105-117.

Peytremann à paraître : PEYTREMANN (É.) à paraître. – Pour une approche renouvelée des habitats ruraux du haut Moyen Âge dans la moitié nord de la France. In Actes de la table ronde : Pratiques de l'espace. Archéologie et histoire des territoires médiévaux, organisée à l'occasion du cinquantenaire du CRAHM, Caen 29 février-1^{er} mars 2008, à paraître.

Poirier 2010 : POIRIER (N.) – Un espace rural à la loupe. Paysage, peuplement et territoires en Berry de la préhistoire à nos jours, coll. « perspectives hist. », Presses Univ. Fr.-Rabelais, Tours, 2010, 232 p.

Pomaredes et al. 2005 : POMAREDES (H.), BARBERAN (S.), FABRE (L.), RIGOIR (Y.) et coll. – La Quintarié (Clermont l'Hérault, 34). Etablissement agricole et viticulture, atelier de céramiques paléochrétiennes (DS.P) (Ier-VIe s. ap. J.-C.). Montagnac, Editions Monique Mergoïl 2005. 194 p. (Archéologie et Histoire romaine, 14).

- Pomaredes et al. dir. 2012** : POMAREDES (H.), BARBERAN (S.), MAUFRAS (O.) SAUVAGE (A.) dir. – *La villa de Saint-André de Codols (Nîmes, Gard) du Ier au XIIe siècle de n. è.* Lattes : CDAR, ADAL, 2012 (Monographies d'archéologie méditerranéennes ; 32), 436 p.
- Poux, Brun, Hervé-Monteil dir. 2011** : POUX (M.), BRUN (J.-P.), HERVE-MONTEIL (M.-L.) dir. – *La vigne et le vin dans les Trois Gaules, Gallia*, 68-1, 2011, 285 p.
- Raynaud dir. 2007** : RAYNAUD (C.). – *Archéologie d'un village languedocien. Lunel-Viel (Hérault) du Ier au XVIIIe siècle.* Lattes : CDAR, ADAL, 2007 (Monographies d'archéologie méditerranéenne ; 22), 407 p.
- Réchin dir. 2006** : RECHIN (F.) dir. – *Nouveaux regards sur les villae d'Aquitaine : bâtiments de vie et d'exploitation, domaines et postérités médiévales.* Actes able ronde (Pau, 2000), Arch. des Pyrénées occidentales et des landes, hs n°2, GRA/Univ. Pau, 2006, 406 p.
- Rendu éd. 2003** : RENDU (C.) éd. – Habitats et systèmes pastoraux d'altitude (Pyrénées, Massif Central, Alpes) ; l'occupation de la haute montagne : premiers acquis et perspectives. Actes de la table ronde de Lattes, 2002. In : Dossier spécial : la montagne, *Archéologie du Midi médiéval*, 21, 2003, p. 142-224.
- Robert 2011** : ROBERT (S.) dir. – *Sources et techniques de l'archéogéographie.* Besançon : Presses Universitaires de Franche-Comté, 2011, 246 p. : ill.
- Ruas éd. 2006** : RUAS (M.-P.). – Cultures des fruits et lieux de culture de l'Antiquité, du Moyen Age et de l'Epoque moderne. Actes du séminaire tenu à Toulouse, mars et avril 2005. In : Dossier spécial : la fructiculture, *AMM*, 23-24, 2005-2006, p. 5-206.
- Saint-Jean Vitus à paraître** : SAINT-JEAN VITUS (B.). – Habitat et processus d'agglomération en Bourgogne au cours du Moyen Age (Ve-XVIe s.). L'apport des travaux archéologiques des années 1995-2005, contribution au bilan scientifique régional. *Revue archéologique de l'Est*, 61, 2012, à paraître.
- Schneider 2007** : SCHNEIDER (L.). – Structures du peuplement et formes de l'habitat dans les campagnes du sud-est de la France de l'Antiquité au Moyen Âge (IV-VIIIe s.). Essai de synthèse. In : Dossier : Premiers temps chrétiens en Gaule méridionale, *Gallia*, 2007, 64, p. 12-56.
- Schneider 2010** : SCHNEIDER (L.). – De la fouille des villages abandonnés à l'archéologie des territoires locaux. In : CHAPELOT (J.) éd. – *Trente ans d'archéologie médiévale en France : un bilan pour un avenir.* Actes du 9^e Congrès international de la Société d'Archéologie Médiévale. Vincennes, 16-18 juin 2006. Caen : publications du CRAHM, 2010, p. 133-161.
- Schneider, Clément 2012** : SCHNEIDER (L.), CLEMENT (N.) – Le *castellum* de La Malène (48) : un « rocher monument » du premier Moyen Age. In : TRINTIGNAC (A.) *La Lozère, Carte Archéologique de la Gaule*, 48, Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, Ministère de la Culture, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, [Diffusion de la Fondation Maison des Sciences de l'Homme], 2012, (sous presse).
- Ségard 2005** : SEGARD (M.). – *Les Alpes occidentales romaines : développement urbain, et exploitation des ressources des régions de montagne (Gaule narbonnaise, Italie, provinces alpines).* Thèse de doctorat d'archéologie, histoire et civilisation de l'Antiquité et du moyen Age, Université de Provence, Aix-Marseille I, 2005, 3 vol. 836 p.
- Séhier 2005** : SÉHIER (É.). – *La place de l'activité textile au sein de l'habitat rural du haut Moyen Age dans le Grand-Ouest de la France (Normandie, Bretagne et Pays de la Loire.* Mémoire de master d'histoire médiévale. Université de Caen-Basse-Normandie, 2005, 144 p.
- Thuillier, Louis dir. à paraître** : THUILLIER (F.), LOUIS (E.). – *Tourner autour du pot. Les ateliers de potiers médiévaux du V^e au XII^e siècle dans l'espace européen,* actes du colloque international de Douai (8-10 octobre 2010), Caen, Publications du CRAHM-Presses universitaires de Caen, à paraître.
- Valais 2012** : VALAIS (A.) dir. – *L'habitat rural au Moyen Age dans le Nord-Ouest de La France (Deux-Sèvres, Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée).* Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2 tomes.
- Yvinec, Clavel 2010** : YVINEC (J.-H.), CLAVEL (B.). – L'archéozoologie du Moyen Âge au début de la période moderne dans la moitié nord de la France. In : CHAPELOT (J.) éd. — *Trente ans d'archéologie médiévale en France : un bilan pour un avenir.* Actes du 9^e Congrès international de la Société d'Archéologie Médiévale. Vincennes, 16-18 juin 2006. Caen : publications du CRAHM 2010, p. 71-87.